

Le grand débat pour revenir à l'antienne de la réduction de la dépense publique !

Etonnamment, le Premier ministre, en conclusion de la restitution du Grand débat ce matin, a retenu comme première exigence celle de « baisser, et baisser plus vite, les impôts » et y a ajouté que, selon lui, si, « les Français ont compris, avec plus de maturité que certaines formations politiques, qu'on ne peut pas baisser les impôts si on ne baisse pas la dépense publique ».

Etonnamment car, le Grand débat, comme cela a été rappelé par ses garants, n'est pas un sondage mesurant l'opinion publique, mais reflète celle de celles et ceux qui y ont participé.

Etonnamment car il n'en demeure pas moins que les restitutions synthétiques qui en ont été faites mettent l'accent sur une « fiscalité plus juste et efficace », ce qui ne peut se résumer à la baisse généralisée.

Quant à la question ouverte, à ce sujet, elle n'offrait pas d'alternative : « quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ? ».

Etonnamment car les mêmes synthèses mettent l'accent sur la question des services publics de proximité.

Etonnamment car, là aussi, la question utilisée sur le sujet invitait à la réponse : « afin de réduire le déficit public de la France qui dépense plus qu'elle ne gagne, pensez-vous qu'il faut avant tout : réduire la dépense publique, augmenter les impôts, ... ».

Une fois de plus, FO conteste la réduction systématique – stigmatisante – de la Fonction publique et du Service public à une dépense.

FO déplore aussi que sur les questions de pouvoir d'achat, pas une seule fois le terme de salaire n'ait été évoqué.

FO réaffirme ses revendications à l'appui de l'action syndicale interprofessionnelle du 19 mars dernier, qui portaient sur l'augmentation des salaires, le Service public, la Sécurité sociale, une fiscalité juste et progressive, et la justice sociale en matière de transition écologique.

Dans ce contexte, le Bureau confédéral renouvelle le soutien apporté aux syndicats et salariés, du privé et du public, mobilisés sur leurs revendications, notamment les syndicats et agents de la Fonction publique contre les réformes de la Fonction publique et de l'Education nationale.

Paris, le 8 avril 2019

Contact :

Yves VEYRIER
Secrétaire général

Secrétariat général

 [yveyrier](mailto:yveyrier@force-ouvriere.fr)

 [@force-ouvriere.fr](https://twitter.com/force_ouvriere)

 01.40.52.86.01